

# Six ans après « la révolution »

*Quand, en décembre 2010, les révoltes déclenchées à Sidi Bouzid ont atteint la ville de Tunis, qu'il est apparu que le mouvement social était exceptionnel, les médias ont semblé oublier, dans leurs analyses, une précédente contestation dans un pays arabe, au Liban, il y a six ans à peine. Le soulèvement tunisien a été présenté comme inédit. Peut-être parce que cette fois, l'on a pressenti que la révolte allait aboutir, et qu'elle produirait même — espoir fou — un effet domino... Comme s'il était devenu prévisible que la bouffonnerie de plusieurs dictateurs ne pouvait plus durer.*

PIERRE COOPMAN

Pourquoi tant d'optimisme, alors que d'autres agitations politiques arabes se sont soldées par des échecs et des répressions sanglantes (Syrie, 1981 ; Algérie, octobre 1988 ; Irak, février 1991, etc.) ? Pourquoi les médias, Al-Jazira en tête, ont-ils tout à coup eu envie d'y croire ? Pourquoi les commentateurs friands de nouveauté, d'évènements qu'ils peuvent labelliser de « sans précédent », n'ont-ils pas rappelé à leurs publics, qu'il y a six ans, au pays du cèdre, un mouvement populaire avait obtenu un résultat tangible : le départ des troupes syriennes, en avril 2005, après vingt-neuf ans de présence ?

Nadim Shehadi, membre de l'institut de recherches Chatham House, à Londres, pense que les évènements actuels trouvent leur origine dans la chute de Saddam Hussein en 2003 : « Il a seulement fallu attendre huit ans pour que les effets se répandent », a-t-il déclaré sur Barada TV, une chaîne satellitaire de l'opposition syrienne<sup>1</sup>. Vu ainsi, le retrait syrien du Liban, en 2005, aurait correspondu à la chute du premier domino, après l'enclenchement de 2003 en Irak. Mais en 2011, ce premier domino s'est-il redressé ? Assiste-t-on, au Liban, à une contre-révolution ? Et si tel est le cas, que nous enseigne cette contre-révolution sur les risques qu'encourent les autres révolutions actuellement à l'œuvre dans le monde arabe ?

<sup>1</sup> Nadim Shehadi, « Saddam's downfall paved way for democratic revolution », <<http://syriaintransition.com>>, 27 février 2011.

## DU PRINTEMPS LIBANAIS À SON AUTOMNE

Pour expliquer, à l'instar d'un récent éditorial de *La Revue nouvelle* (février 2011), comment le printemps libanais est passé à son automne, il est nécessaire de restituer brièvement la chronologie des événements politiques des six dernières années, ainsi que la chronologie de l'enquête judiciaire sur le meurtre de Rafic Hariri.

Commençons par relater les événements politiques : le mouvement au Liban (baptisé « révolution du cèdre ») était né de l'émotion provoquée par l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais (de confession sunnite) Rafic Hariri, à Beyrouth, le 14 février 2005. Un mois plus tard, le 14 mars, une manifestation géante à Beyrouth réclamait le retrait des troupes syriennes. Hariri était un dirigeant clientéliste (Premier ministre de 1992 à 1998, puis de 2000 à 2004). Il avait remporté plusieurs élections à coup de « largesses » et de millions de dollars. Il n'était pas spécialement adulé par l'ensemble des Libanais. Mais son assassinat avait fait éclater les frustrations accumulées depuis des années contre la présence syrienne dans le pays. Le ressentiment antisyrrien s'était cristallisé lors de la manifestation du 14 mars 2005, ses organisateurs avançant le chiffre de plus d'un million de participants. L'opinion générale considérait que la Syrie régentait les moindres détails de la vie au Liban. Même les Libanais loyaux à la Syrie auraient admis cette omniprésence avant de, bien entendu, la justifier... L'implication syrienne dans l'assassinat de Rafic Hariri, d'une manière ou d'une autre, paraissait évidente aux yeux de la majorité, même silencieuse ou consentante. Sous la pression de la rue et de manifestants libanais osant braver la chape de plomb, l'armée syrienne quittait finalement le Liban en avril 2005. Selon d'autres interprétations, ce ne serait pas le mouvement social qui a chassé l'occupation syrienne, mais la Syrie qui aurait décidé qu'une présence physique n'apportait plus aucune valeur ajoutée. Le maillage syrien du Liban (social politique et économique) se survivrait à lui-même<sup>2</sup>.

Ce départ des Syriens (du moins militairement) facilitait, au mois de mai 2005, le retour en scène de deux personnalités politiques chrétiennes, l'une exilée, l'autre embastillée. Les autorités libanaises permettaient en effet au général Michel Aoun — ancien adversaire militaire de Damas au temps de sa « guerre de libération », en 1989, contre l'armée syrienne — de rentrer de France. Et le Parlement votait l'amnistie pour Samir Geagea, chef de la milice des Forces libanaises (extrême droite maronite), incarcéré depuis 1994.

L'influence de l'Alliance pro-occidentale dite du 14 mars (en référence à la marche qui avait réclamé la fin de l'occupation syrienne) était déterminante durant les années 2005 et 2006. Cette alliance se composait essentiellement de trois partis politiques : les Forces libanaises, le Parti socialiste progressiste et le Courant du futur, dirigés respectivement par Samir Geagea, le chef druze Walid Joumblatt et Saad Hariri, le fils de l'ex-Premier ministre assassiné. Le gé-

2 Agnès Levallois, « Les relations économiques entre la Syrie et le Liban, héritage et perspectives », dans *La Syrie au présent*, Actes Sud, 2007.

néral Aoun et son parti, le Courant patriotique libre (CPL) se tenaient à l'écart. Aux élections législatives de juin 2005, le « 14 mars » remportait la majorité parlementaire avec 69 députés sur 128. Mais le CPL décrochait un excellent résultat, avec 15 sièges.

Le Tribunal spécial des Nations unies pour le Liban (TSL) serait ensuite institué, conformément à la résolution 1664 du 29 mars 2006, afin de poursuivre les auteurs des actes criminels liés à l'assassinat de Rafic Hariri. En 2006, tout allait bien, si l'on peut dire (malgré les meurtres de personnalités politiques qui se poursuivaient), pour l'Alliance du 14 mars, dont la force et l'influence étaient censées faciliter la mise en accusation de la Syrie par le TSL.

Mais le général Aoun ne tarderait pas à virer sa cuti « de militant antisyrrien » en se ralliant, dès le mois de février 2006, à l'Alliance adverse du 8 mars (en référence au jour de la marche organisée en 2005 pour rendre hommage au rôle joué par la Syrie au Liban) dominée par les chiïtes des partis Amal et Hezbollah. Michel Aoun — malgré une rhétorique expliquant ses choix par sa vision du Pacte national entre chrétiens et chiïtes au Liban<sup>3</sup> — n'avait pas trouvé une place à la hauteur de ses ambitions sur les listes électorales des membres du 14 mars. En tant que maronite, il pouvait briguer la présidence de la République, en vertu du système constitutionnel (Pacte national et Constitution) — qui prévoit que le président doit être maronite, le premier ministre, sunnite et le président du Parlement, chiïte. Les supposées ambitions présidentielles du général (il ne les a pas concrétisées) ne suffisaient cependant pas à expliquer ses revirements politiques. Sans doute fallait-il voir, dans sa manière de se repositionner, une simple volonté de maintenir sa stature de chef, un souci de ne pas laisser trop de place à d'autres chefs (Joumblatt, Geagea, Saad Hariri junior) qu'il considère comme moins populaires que lui.

## LE HEZBOLLAH AU CENTRE DES ENJEUX

La polarisation du paysage politique entre les Alliances du 18 et du 14 mars entérine le morcèlement de la société libanaise, à l'œuvre depuis longtemps, avant même la longue guerre civile qui ravagea le pays de 1975 à 1990. Les différentes parties peuvent, comme l'illustre le général Aoun (et comme le fait régulièrement Walid Joumblatt, spécialiste hors pair du « tourner casaque »), se déplacer d'un pôle à l'autre au gré des circonstances et de leurs intérêts. Pour l'heure, tous les protagonistes gravitent autour d'un noyau central nommé le Hezbollah. Celui-ci peut, comme il l'a fait le 12 juillet 2006, lancer une attaque sur une unité israélienne provoquant une lourde riposte de l'État hébreu : trente-quatre jours de guerre dans l'ensemble du pays et près de mille-deux-cents morts parmi les civils libanais. Il peut ensuite, comme il l'a fait le 7 mai 2008, prendre part à une mini-guerre civile circonscrite à Beyrouth et limitée à quatre-vingts morts (*sic*), parce qu'il s'estime menacé dans ses préro-

3 Fayez Qazzi, « Min Hassan Nasrallah ila Michel 'Aoun, qira' siyâsiya li Hezbollah » (De Hassan Nasrallah à Michel Aoun, une lecture politique du Hezbollah), Riad El-Rayyes Books, Beyrouth, janvier 2009 (en arabe).

gatives. Le gouvernement avait en effet diligenté une enquête sur le réseau de communications secrètes du Hezbollah, censées défendre le pays en cas d'attaque israélienne... De fil en aiguille, tous les vieux conflits ressurgissent. En août 2008, dans la ville septentrionale de Tripoli, les quartiers de Bab Tebbane (la sunnite) et de Baal Mohsen (principalement alaouite, la confession du clan au pouvoir en Syrie) se refont la guerre. Le 12 août de la même année, une bombe explose dans la rue des banques (charia' al-massaarif), en plein centre ville de Tripoli. Déjà vu, déjà entendu. Au Liban, les scénarios d'il y a plus de vingt ou trente ans ressuscitent vite.

Le 13 mars 2011, des milliers de Libanais ont manifesté à Beyrouth pour protester contre les prérogatives militaires du parti chiite. Mais l'arme du Hezbollah prosyrien, plus que son arsenal (et la question épineuse de son démantèlement) est le chantage à la déflagration générale, exercé sur des Libanais encore traumatisés par la longue guerre civile des années septante et quatre-vingt. Chantage si le parti se sent menacé et, *last but not least*, chantage s'il se retrouve sur la liste des coïnculpés au terme de l'enquête du TSL. Les adversaires du Hezbollah ne sont pas en reste et recourent volontiers à des méthodes similaires : au chantage s'oppose le chantage. Le pays du cèdre paraît bloqué.

La menace que le Hezbollah fait planer sur le travail du TSL signe également l'arrêt de mort du combat contre l'impunité dans un pays où l'impunité est instaurée depuis longtemps en règle générale, y compris pour ceux qui défendent le TSL (Samir Geagea fut un chef de guerre féroce et sanguinaire). Bref, la Syrie est toujours présente. Il serait cependant faux d'affirmer qu'elle est omniprésente. Des divergences de vue s'expriment entre Damas et Beyrouth, comme récemment à propos de la zone d'exclusion aérienne imposée à la Libye. À la Ligue arabe, le Liban a voté pour, la Syrie s'est prononcée contre, bien que l'actuelle majorité du nouveau premier ministre Najib Mikati soit considérée comme prosyrienne. L'ancien contentieux entre Beyrouth et Kadhafi, à propos de la disparition, en 1978, en Libye, de l'imam chiite Moussa Al-Sadr, n'est sans doute pas absent du choix de vote des autorités libanaises... Nonobstant, malgré certaines marges d'autonomie du Liban vis-à-vis de la Syrie, l'imbrication politique entre les deux pays reste inextricable. La « révolution du cèdre » était peut-être morte avant d'avoir pu naître. Ou était-elle une illusion ?

## LA FAILLITE D'UNE ENQUÊTE

Était-il écrit d'avance, si l'on s'intéresse à la chronologie de l'enquête judiciaire, que le TSL tomberait dans toutes les chausse-trappes qui lui furent tendues ? L'Américain Gary Gambill, spécialiste des questions stratégiques et éditeur du site Mideast Monitor, a détaillé les différents écueils que la commission des Nations unies chargée de l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri n'a pas pu éviter<sup>4</sup>. Gary Gambill explique que, durant l'été 2005, cette commission,

4 Gary Gambill, « The Hariri Investigation and the Politics of Perception », Mideast Monitor, < www.globalpolitician.com > (2009).

dirigée par l'Allemand Detlev Mehlis, disposait de plusieurs indices sur les modalités de l'assassinat, mais ne détenait aucune preuve juridique. La commission a dès lors tenté de fonder ses preuves sur les témoignages de deux ex-agents « autoproclamés » de services de sécurité syriens : Husam Taher Husam et Muhammad Zuhair Sidiqq. Le premier témoin commença, notamment, par expliquer qu'il avait assisté à des réunions de planification de l'assassinat dans l'enceinte même du palais présidentiel à Damas. Le second affirma avoir organisé des réunions secrètes entre officiers des armées syrienne et libanaise. Il expliqua également avoir visité un camp militaire en Syrie où la Mitsubishi utilisée pour l'attentat était transformée en engin de la mort.

Ce témoignage de Muhammad Zuhair Zuhair Sidiqq fut jugé suffisamment sérieux pour mener à l'arrestation de quatre généraux libanais. Mais une enquête de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* révéla que Siddiq était un homme de paille rémunéré par Rifaat Al-Assad, l'oncle en disgrâce et en exil de l'actuel président syrien Bachar al Assad. Quant à Taher Husam, on le vit soudainement apparaître à la télévision syrienne, où il déclara avoir été torturé et drogué par les leaders « du 14 mars », afin de répandre de faux témoignages. Un autre témoin mourut dans un accident de voiture, un autre encore jura avoir reçu une offre de 10 millions de dollars pour diffuser des mensonges.

Avant de passer la main au Belge Serge Brammertz, Detlev Mehlis s'est plaint des fuites constantes, brisant le secret de l'enquête et l'anonymat des témoins. En conséquence, Brammertz a opté pour une méthodologie beaucoup plus discrète, communiquant très peu avec les médias. Mais au fil du temps, aucun élément juridiquement pertinent n'a été publié et les quatre généraux libanais ont dû être libérés. Gary Gambill explique que l'absence de résultats tangibles publiés par les enquêteurs a fini par décourager ceux qui avaient intérêt, dans la classe politique libanaise, à ce que le TSL aboutisse... Partant du constat qu'il serait sans doute impossible de « dégommer » la Syrie, de nouveaux retournements de situation ont dès lors eu lieu au Liban, Walid Joumblatt et Saad Hariri se sont même déplacés pour une visite de courtoisie à Damas. Et Walid Joumblatt a quitté l'Alliance du 14 mars.

Pour ajouter à la confusion, le Hezbollah a commencé à produire ses propres témoins à charge sur l'assassinat de Rafic Hariri. Un « espion à la solde d'Israël », Ghassan El-Jedd, aurait été aperçu sur les lieux du crime le 14 février 2005. Les témoignages avancés par le Hezbollah n'ont pas plus de valeur juridique que les précédents, mais font mouche auprès d'une opinion publique libanaise passablement échaudée par les bombardements de Tsahal en 2006. L'« argument massue » du Hezbollah est que le gouvernement de Saad Hariri aurait sciemment laissé filer le supposé espion. Le « redoutable agent double » est en réalité un officier à la retraite de l'armée libanaise qui, sentant l'étau se resserrer, a pris la fuite aux États-Unis...

Et le tableau n'aurait pas été complet si Wikileaks<sup>5</sup> n'était pas venu apporter du grain à moudre aux polémiques internes libanaises. Dans un câble

5 « Wikileaks sème la zizanie au Liban », par Delphine Minoui, <blog.lefigaro.fr>, le 3 décembre 2010.

diplomatie américain datant de mars 2008, diffusé par le réseau de Julian Assange fin 2010, la synthèse d'une entrevue entre Elias Murr, le ministre de la Défense libanais, et l'ambassadrice américaine Michelle Sison, révèle que le ministre (aux relations tendues avec la Syrie et le Hezbollah) suggère indirectement à Israël de ne pas s'attaquer aux zones chrétiennes, et s'engage, en retour, à garder l'armée libanaise hors du conflit. « L'objectif stratégique des Forces armées libanaises est de survivre complètement intactes à une guerre de trois semaines, afin de prendre la relève une fois la milice du Hezbollah détruite », aurait confié Elias Murr à son interlocutrice américaine.

Des manœuvres et des pressions politiques liées entre autres à ces affaires et à la crainte de voir enfin publier l'acte d'accusation du TSL, ont entraîné la chute du gouvernement de Saad Hariri, début 2011, et favorisé la nomination de Najib Mikati, catalogué prosyrien, comme premier ministre. Ce docteur de l'université Harvard, cultive une image de pragmatique modéré, de gestionnaire bon teint, ouvert aux réformes économiques libérales. Un profilage en somme assez similaire à l'un de ses meilleurs amis, Bachar el-Assad, le président de la République arabe syrienne et baathiste.

## LE SOULÈVEMENT POPULAIRE COMME SEULE ISSUE INCERTAINE ?

Gary Gambill a diagnostiqué une fatigue des appareils politiques libanais. Au Liban, le « changement » se mord la queue... Le seul indice sérieux d'une véritable révolution politique au pays du cèdre — ou d'un basculement vers plus de chaos et de violence — viendrait de la possibilité d'une révolution politique et populaire en Syrie (au moment de boucler cet article, des manifestations réprimées dans le sang ont eu lieu à Deraa dans le sud de la Syrie et les protestations se sont répandues à Lattaquié, sur le littoral méditerranéen). Ce constat peut paraître étrange, tant le Liban offre les apparences d'un pays plus pluraliste et plus démocratique que la Syrie. Il s'agit de se demander si les révoltes purement populaires, telles que décrites par Mejed Hamzaoui dans ce dossier de *La Revue nouvelle*, seraient la seule planche de salut face à des systèmes politiques et sécuritaires complètement rompus à l'art de la manipulation, de la corruption et du retournement de situation ? À suivre les analyses de Baudouin Dupret, les remous populaires sont d'abord une indication donnée aux pouvoirs en place afin qu'ils se réforment. Ces pouvoirs obtempèrent souvent dans une certaine mesure, mais sans fondamentalement changer les systèmes en vigueur. La chronologie des événements qui ont suivi la « révolution du cèdre » montre à tout le moins que plusieurs retours à la case départ peuvent se produire avant que les changements soient durables. Ces changements se réaliseront-ils au fil d'une ligne du temps plus étendue ? Au Liban, la messe est loin d'être dite. Le pays du cèdre n'est pas encore sorti de l'ornière. ■

Le 29 mars 2011